

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 21 janvier 2025

DATE DE PUBLICATION : 29 janvier 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-huit janvier, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme SOW – Mme CAYOUX - Mme HENRY - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TOUANE - M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme MANAÏ-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

ABSENTS ET EXCUSES :

- M. BA
- Mme BAYRAM
- M. TAVARES
- M. JOLIVET

ABSENTS :

- M. BALABAN

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme PATUREAU

OBJET :
**Motion du conseil municipal contre la fermeture de la Caisse
d'Epargne de Vésines**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250130-DEL_2025_MOTION-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/01/2025

OBJET :
**Motion du conseil municipal contre la fermeture de la Caisse
d'Epargne de Vésines**

Service : Cabinet du Maire

Affaire suivie par : Isabelle BLANCHET

Mme Pascaud : Je vais recevoir le 11 février prochain, le Directeur Commercial de la Caisse d'Epargne Loire Centre qui souhaite me faire d'un « projet » concernant l'agence bancaire de Vésines. Et quel projet ! il s'agit tout simplement de la fermeture de celle-ci implantée en plein cœur du quartier !

Cette fermeture s'inscrit dans un processus plus large visant à fermer 21 agences sur les 186 existantes, situées en milieu rural et dans les quartiers. Cette fermeture va réduire davantage les services de proximité (les sièges sociaux d'EDF/GDF, de la banque de France, de la Douane, de la perception municipale ont déjà désertés le Montargois, la Poste a fermé il y a quelques mois le bureau de Vésines) aggravant encore plus les problèmes d'attractivité des territoires ruraux.

Cette fermeture, le maire que je suis l'apprend par voie de presse, sans qu'aucune concertation n'ait été menée ni auprès des élus locaux, ni auprès de la population alors que la Caisse d'Epargne est censée être une banque coopérative et mutualiste !

Considérant que cette fermeture touche particulièrement nos aînés, les personnes vulnérables et ceux qui n'ont pas accès à internet ou à des moyens de déplacement suffisants leur permettant de se rendre dans une autre agence !

Considérant que la présence de cette agence est un facteur clé pour garantir l'égalité d'accès aux services bancaires et financiers en particulier dans les petites communes.

Le Conseil Municipal, réunit en sa séance du 28 janvier 2025

1/ Dénonce fermement la fermeture de l'agence bancaire et la politique de réduction des services publics menée par les institutions financières qui pénalise les plus fragiles et aggrave la marginalisation de nos territoires,

2/Demande à la caisse d'épargne de Vésines Loire Centre de revenir sur cette décision et préserver ainsi l'accessibilité des services bancaires à tous les habitants de la commune,

3/Appelle à une révision des politiques publiques concernant la présence des services bancaires et des services publics de proximité en milieu rural et à une plus grande responsabilité sociale des institutions financières, en particulier dans les territoires fragiles,

4/Invite l'ensemble des élus et des citoyens à se mobiliser pour préserver les services publics de proximité et à lutter contre l'aggravation de la fracture territoriale qui met en péril l'avenir de nos communes.

5/Adresse cette motion à la Direction Régionale de la Caisse d'Epargne ainsi qu'au représentant de l'Etat dans le Département.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	28	
Votes pour	28	
Votes contre	0	
Abstentions	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....
Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.





Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250130-DEL_2025_MOTION-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/01/2025